

Que se vayan todos !

(Le NON français à l'Europe)

Georges Labica

1ère publication : Utopie critique, n° 33,
2ème trimestre 2005

Que se vayan todos !

(Le NON français à l'Europe)

Georges Labica

Pour un bilan

Le résultat du referendum du dimanche 29 mai 2005 en France sur le projet de "Traité établissant une constitution pour l'Europe" a donné la victoire aux partisans du Non. Cette victoire est remarquable à plus d'un titre :

Elle est incontestable à la fois par le taux de participation (69,74 %), qui stoppe la progression constante de l'abstentionnisme électoral, et par l'importance de l'écart entre les deux réponses possibles, soit près de 10 points (Non 54,87 %; Oui 45,13 %) et 3 millions de voix; 84 départements sur 100 ayant voté Non.

Elle témoigne d'une très forte détermination de l'électorat opposé à la constitution, qui n'a pas cédé à la campagne de chantage à la peur et de menace du chaos orchestrée par les forces politiques coalisées de la droite au pouvoir et des sociaux-démocrates (Parti socialiste et Verts), appuyés par la quasi-totalité des moyens de propagande tant officiels que privés. Et l'on se gardera d'oublier que le camp du Oui n'a pas craint d'appeler à son secours ses acolytes étrangers, de Bruxelles à Luxembourg, Berlin, Madrid, Rome, Varsovie ou les capitales baltes, suivant en cela l'exemple donné par...la monarchie française en 1792.

Elle se situe résolument à gauche, le pourcentage de l'électorat de gauche (extrême gauche, PCF, dissidents socialistes et verts) représentant le triple de celui de droite (dissidents de l'UMP, Mouvement pour la France et extrême droite).

Elle est populaire avec près de 80% des ouvriers et près de 70 % des employés; 95 % de l'électorat communiste, 93 % de celui de l'extrême gauche et respectivement 59 % des socialistes et 64 % des Verts, alors que ces deux formations, par consultation interne de leurs adhérents s'étaient prononcées pour le Oui. Il suffit de regarder une carte pour percevoir, derrière la géographie, les clivages sociaux et politiques. Le Oui l'a emporté dans 7 départements de l'Ouest (Bretagne, Vendée), dans l'Est (une moitié de l'Alsace et la Haute-Savoie), traditionnellement conservateurs, et dans seulement deux grandes communautés urbaines : le Rhône avec Lyon et Paris, qui tient la vedette avec près de 70 % de votes favorables au traité. On notera que ces deux villes sont dirigées par des conseils municipaux socialistes, Paris devenant, au fil des expulsions et des discriminations liées à la spéculation immobilière, le ghetto des "bobos"¹.

Elle est jeune, avec environ 60% des moins de 25 ans. On sait que ce secteur de la population tient le record européen des demandeurs d'emploi et que c'est à travers les récentes luttes contre la réforme de l'enseignement que les lycéens sont entrés, avec une belle combativité, en politique.

Un vote de classe

Les raisons qui ont permis de constituer ce "front de refus", selon une expression goûtée des périodistes, sont connues. Nombre de sondages les ont détaillées, jusque dans leur diversité, de l'anti-capitalisme au "souverainisme". Il n'est point nécessaire de s'y attarder, car trois d'entre elles sont dominantes et unanimes : la permanence de la crise économique sous sa double figure du taux de chômage et de l'aggravation de toutes les inégalités; le rejet de la mise en forme constitutionnelle, en quelque sorte "définitive", d'un demi siècle d'expérience européenne

¹ Terme désignant les "bourgeois bohèmes", paradigme des nantis "branchés".

grandement négative; la dénonciation des politiques néo-libérales et, à leur arrière-plan, de la mondialisation et de l'impérialisme. On observera que l'argument inlassablement matraqué par tous les ouïstes d'une nécessaire distinction à faire entre consultation sur l'Europe et sanction du gouvernement n'a produit aucun des effets qui en étaient attendus. Au contraire, l'électorat majoritaire a parfaitement établi la liaison des pratiques politiques nationales, sans cesse reconduites de la "gauche" à la droite, et leur institutionnalisation dans une Constitution consacrant le marché et la libre concurrence pour 25 pays, en attendant les compères suivants. Une telle prise de conscience ne relève pas de l'intuition. Elle est un fait de connaissance, dont témoignent à la fois le succès des ouvrages consacrés à la question européenne, la qualité argumentaire et la pertinence des débats, côté du Non, à l'opposé des anathèmes verbaux ne reculant pas devant l'injure et la grande pauvreté des justifications de l'autre camp.

D'un mot, les Français n'ont pas voulu d'une association de malfaisants.

Au lendemain du vote, la presse du/au pouvoir ne trouve pas d'autres mots pour "expliquer" l'événement que ceux "d'inquiétude", de "peur", "d'angoisse", et, pour le qualifier, "d'impasse", de "blocage", de "chaos". Or, ce sont des sentiments bien différents qui se sont manifestés : la colère assurément, tonique et souvent créatrice, mais aussi le dynamisme, l'espoir dans l'exemplarité du Non pour les autres peuples et dans des changements radicaux, et le plaisir. Le plaisir ? Oui, qui ne saurait être frappé d'indignité politique. D'abord celui des communistes (direction et militants) qui renouaient à cette occasion avec l'identité perdue durant la longue pénitence des compromis social-démocrates. Et bien plus largement, la joie partagée de se sentir de nouveau des acteurs politiques.

Car derrière les pratiques ou les desseins politiques, il y a des personnages, auxquels on ressent l'envie de crier, à la manière du peuple argentin congédiant ses dirigeants, : "Que se vayan todos", "Qu'ils foutent le camp", ou, à la française, ce bonheur de dire merde d'un seul coup aux tribus dominantes. Enumérons-les : la prétendue "classe politique", président, premier ministre, gouvernement et la sainte alliance droite/gauche qui s'était constituée au moment de l'élection présidentielle, sous couvert de barrer la route au Front national; leurs maîtres à penser, gourous pleins d'arrogance, - de , l'auteur affiché du texte du traité, l'ex-président Giscard, aux Veil, Barre, Badinter, Delors et au joker Jospin; le MEDEF, organe du patronat et véritable détenteur du pouvoir; les plus hautes autorités morales et "communautaires", catholique, juive, musulmane jusqu'au mouvement "Ni putes, ni soumises"; la quasi-totalité des "faiseurs d'opinion", patrons de presse, éditorialistes, chroniqueurs, et leurs mickeys serviles de l'écrit, de l'oral et de l'image; les "chiens de garde", idéologues Haute Fidélité, intellectuels de la brosse à reluire, experts en flagornerie et spécialistes du maquillage; les stars du cinéma et du show-biz, promues autorités politiques, l'une situant le Maroc en Europe (Johnny Hallyday), une autre nous traitant publiquement de "cons" (un certain Dave).²

Par où se révèle un nouveau trait et non le moindre de la victoire du Non ; son contenu de classe. Ajoutons aux chiffres déjà donnés : 67 % des employés, 70 % des agriculteurs, 71 % des chômeurs, 64 % des salariés du public et 56 % de ceux du privé; en termes de revenus : 66 % des ménages dont le revenu ne dépasse pas 1500 euros; 56 % entre 1600 et 3000 euros, 40 % entre 3000 et 4500; 26 % à plus de 4500³ L'invocation verbale et démagogique de "la fracture sociale", à réduire évidemment (Chirac), a pris corps. Après l'appel au loup, le loup en personne.

Immobilisme de classe

En vertu de la règle désormais fermement établie selon laquelle l'exercice de la souveraineté populaire se traduit par "un message adressé par le peuple à ses dirigeants", qui

² Je tiens à la disposition du lecteur français une liste qui devrait le réjouir fort et qu'il compléterait amplement à sa guise.

³ Source : deux sondages effectués à la sortie des urnes, le nombre des personnes interrogées dépassant largement les quotas habituels (5216 et 3355).

substitue "l'écoute" à la décision et l'action, le "tsunami" du 29 mai, comme disait un échoier grandiloquent, n'a rigoureusement RIEN produit.

Le changement de gouvernement, qui de fait a reconduit le précédent, a vérifié, trois jours après, cette autre vieille maxime dominante : "il faut bien que quelque chose change pour que tout reste comme avant" ⁴.

Voici le résultat de "l'écoute" : le Président de la République, désavoué quatre fois (cantonales, régionales, européennes, referendum) et tombé à 24 % de confiance (3 juin), son gouvernement et en toute hypothèse sa politique, européenne incluse, se maintiennent.

Le Congrès (Assemblée nationale et Sénat) qui s'était prononcé à 92 % en faveur du oui se maintient.

La direction socialiste autour de Hollande et celle des Verts autour de Berling adoptent une attitude analogue.

Le secrétaire général de la C.G.T., rudement censuré par les militants n'a rien à leur envier.

N'attendons pas qu'ailleurs, des curés de toute obédience aux médias et aux larbins médiatisés, il se passe autre chose. A l'exception de quelques matamores retournés à leur naphthaline, tous, au contraire, se sont remis à leur boulot de terrorisme moral et ont engagé le travail de deuil...des autres, leurs adversaires vainqueurs.

Le patron du patronat français est devenu le patron du patronat européen et le commissaire européen français et socialiste a été élevé au rang de chef de l'OMC.

De cette attitude on peut trouver une raison, en vérité plus psychologique que politique, savoir que les partisans du traité n'avaient tout simplement pas imaginé qu'ils pouvaient perdre. A leurs yeux, le Oui allait de soi. Il n'était qu'une pure formalité, d'où le referendum qu'on espérait à l'espagnole. "Il faut absolument que ça soit oui" disait Jean-Luc Dehaene, vice-président de la Convention européenne en juin 2004. "L'Europe n'est pas de droite, l'Europe n'est pas de gauche, c'est notre destin", assurait la première ministre française, Jean-Pierre Raffarin. La "désobéissance" était déclarée impossible par **Libération** et **Le Monde**. Et Nicolas Sarkozy déclarait, dans une lucide prophétie : "ce serait pour nous un problème gigantesque que la France se laisse aller à dire Non". Et pourtant elle s'est laissée aller et le problème, vous l'avez.⁵

Perspectives

Les illusions néanmoins ne sont pas de mise. Le mot d'ordre qui gagne en Amérique latine n'a pas fait école chez nous : ILS ne sont pas partis, au contraire, ils s'accrochent. Il convient donc de mesurer combien l'indispensable suite requise par la leçon du referendum, autrement dit la voie d'une alternative radicale, apparaît encombrée d'obstacles. Que faire ? Question d'une brûlante actualité.

Côté Oui, le désarroi audible sous la façade de l'immobilisme a promptement renoncé à évoquer la menace de l'isolement de la France, "mouton noir" de l'Europe (Jack Lang). Toute honte bue, on ne craint même plus, après le vote des Pays-Bas, d'envisager un arrêt du processus, qui, au passage, fait peu de cas de la décision favorable de la Lettonie (02.06). L'exemplarité par contagion ou capillarité du Non, annoncé par ses partisans, a déjà provoqué ce résultat.

⁴ Formule parfois attribuée à Marie-Antoinette; employée par Tancrede dans une lettre à son oncle le prince Salina; citée par Luchino Visconti dans **Le Guépard**.

⁵ Ces citations sont extraites de l'éditorial "Les Français n'ont pas le droit de dire Non", de l'excellent "Journal progressiste radicalement eurocritique", **La Lettre de BRN**, n° 009, avril-mai 2005.

Il n'est même plus question de refaire le coup du Danemark et de l'Irlande en préconisant un nouveau scrutin (Giscard, Barroso, Junker...).

Ce qui ne signifie nullement que le pouvoir manque de munitions. Le rapport de forces a été ébranlé par l'insurrection "citoyenne", mais il tient encore bon. La solidité de ses deux piliers ne saurait être sous-estimée. Le premier appartient aux pesanteurs dûment cimentées de l'institutionnel, qui valent pour les institutions précisément et nommément celles de la Vème république, constamment vilipendées et chaque fois confirmées; qui valent également pour les partis et les organisations syndicales, par nature soucieuses de s'auto-conserver et d'assurer leur reconduction à leurs élus. Obnubilés qu'ils sont par l'échéance de 2007, c'est le cas aussi bien du regroupement de l'UMP autour de Sarkozy que du PS autour de Hollande ou d'un autre prétendant présentant de meilleures garanties.

La seconde assise renvoie à la situation qui prévalait avant le réveil politique de classe opéré par la récente consultation, c'est-à-dire le *consensus* tant célébré, autre nom des bras cassés et de la soumission intériorisée aux dispositifs, baptisés fatalités, des politiques néolibérales et de la pensée unique. L'affaire n'est pas mince : il va falloir que le citoyen réinvesti comme porteur de la revendication égalitaire dépouille le consommateur/spectateur/électeur intermittent, et ce, au milieu des contradictions qui plombent le Non et qu'on ne manquera pas d'aiguiser. En clair : agiter le croquemitaine de l'extrême droite ou/et opposer les uns aux autres les Non PS/Verts et les Non PCF/LCR.

Scénario possible : le ralliement sous la bannière de Laurent Fabius, cyniquement présenté par la presse la plus ouïste comme "le grand bénéficiaire du scrutin" (**Le Monde**), de toute la famille socialiste, orthodoxes et dissidents, en vue du succès d'une "gauche plurielle" ressuscitée à la prochaine élection présidentielle. Par le singulier paradoxe d'un prétendant converti, à travers quelques "affaires", de la liquidation du socialisme intentionnel du premier gouvernement Mitterrand au combat en faveur de "l'Europe sociale" et de "la France d'en bas", l'alternance social-libérale serait appelée à barrer la route à l'alternative "rouge". Il n'est qu'un moyen d'empêcher une issue semblable, - "l'union dans les luttes", comme on disait jadis, des forces populaires, condition d'une "refondation de la gauche" (Jean-Pierre Chevènement).

Maintenir la mobilisation du "pays réel" contre "le pays légal", soit, mais à partir de quelles propositions ? Nombreuses sont celles qui ont été avancées par les différents protagonistes du front du Non, et qui ne font pas toujours le départ entre utopie et rapport de forces.

Ainsi la thématique quasi unanimement partagée de la volonté d'une "autre Europe", "sociale", traduite en appel à une renégociation immédiate du traité constitutionnel repose sur trois pré-supposés : sur quelle "autre" Europe négocier ? Une Constitution, mais à quelle nécessité obéit-elle ? Avec qui négocier ? Tenter de répondre à ces interrogations c'est se mettre au rouet : quelles lignes de partage ? Avec lesquels des 24 pays ? Quelle mission du négociateur français et qui la lui confierait (ou imposerait) ? La nouvelle Constitution, sauf à chuter dans les mêmes ornières, se passera-t-elle d'une Assemblée constituante ? Et qui la constituerait ? Comment ?

Si le recours à un plan de rechange, dit "Plan B", n'est pas du domaine fantasmagique, à qui est-il ou doit-il être confié ? Aux institutions en place ? A la Commission européenne de M. Barroso ? De nouveau à la plume giscardienne ? Aux peuples rassemblés ? Retour alors aux impasses déjà suggérées...

A l'échelle nationale, l'exigence de la démission du président de la République paraît tout aussi peu réaliste. Celle de la dissolution de l'Assemblée l'est à peine moins, en tout cas dans un avenir proche, en l'absence d'une débandade du gouvernement fraîchement nommé. Qu'attendre de la convocation des "Assises de la République", d'"Etats Généraux" ou du retour aux "Assemblées citoyennes", qui ne l'étaient que de nom ?

Quelques Mesures

Des mesures assurément moins ambitieuses, mais tout aussi difficiles, compte tenu des (mauvaises) habitudes acquises, sont envisageables. Leur nombre et leur nature, qui seront la conséquence directe de luttes concrètes, si elles ne peuvent se voir prédéterminées, n'en sont pas moins passibles d'un recensement provisoire à partir de l'existant.

Citons, entre autres, au niveau européen ; d'une part, la nécessité d'empêcher la mise en œuvre, dont les eurocrates ne se priveront pas, de toutes les dispositions libérales qu'autoriseraient les traités existants (par exemple : la circulaire dite Bolkestein ou l'indépendance de la B.C.E.); d'autre part, toute forme de propagande susceptible d'universaliser la révolution française, comme on le souhaitait il y a deux siècles, ou plutôt,-encouragement majeur, franco-hollandaise, aussi longtemps que les autres pays ne se seront pas prononcés, en poussant à l'adoption partout de la voie référendaire; enfin, dans la dénonciation des bureaucraties syndicales proclamant l'acquiescement au traité de 60 millions de travailleurs, l'effort, de fait jamais réellement entamé, de constitution d'un front syndical, représentatif des forces productives humaines.

Sur le plan national, car il n'existe pas d'autre lieu d'action privilégié, et en relation étroite avec le front en question, s'impose la volonté affichée d'union des travailleurs dans et par la convergence des luttes, malheureusement évitée et parfois dévoyée jusqu'ici, alors que se multipliaient les conflits de toutes origines concernant tous les secteurs d'activité et tous les "partenaires sociaux". Le Non protestataire de classe avait-il un autre ancrage que celui-là ?

L'inlassable réitération de l'exigence démocratique, qu'il s'agisse du local, du régional, du national, et de l'europpéen représente un axe obligé. Il suppose l'annulation des mesures réactionnaires du gouvernement Raffarin, des privatisations et délocalisations, des réformes en cours (retraites, enseignement) et le respect des 35 heures.

La conclusion d'alliances équitables avec les pays du Sud, écartés par le traité offert aux suffrages, liées à l'annulation de la dette, en forme un autre.

Répétons qu'il est de la nature du combat pour la démocratie de se confondre avec celui de la promotion de l'égalité, partout et pour tous, travailleurs immigrés, femmes, jeunes, et d'abord dans le droit imprescriptible au travail et les relations de travail.

Que serait enfin une campagne continuée, radicalisée qui se dispenserait de la solidarité militante avec les peuples en lutte pour leur indépendance ou leur libération, concrètement de la Palestine à l'Irak, de la Colombie au Venezuela, et, par principe, de l'Afrique à l'Amérique latine et à l'Asie ?

Le premier devoir internationaliste n'exige-t-il pas plus que jamais la participation à toutes les forces et mouvements qui s'opposent aux entreprises de domination impérialiste, en particulier à celle de la super-puissance étatsunienne.

Le Non qui prendrait cette route n'aurait pas été crié en vain.

Georges Labica

(03.06.05)

Paru dans Utopie critique, n° 34, juillet 2005